

05 octobre 2010
Ottawa

Greffière du Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles
Sénat du Canada
Ottawa, Ontario
Canada, K1A 0A4

Greffière du Comité permanent de la justice et des droits de la personne
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
Canada, K1A 0A4

À titre d'organismes de première ligne, chercheurs et experts travaillant auprès de personnes qui font usage de drogue, nous vous adressons la présente pour exprimer notre opposition au Projet de loi S-10, *Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*.

Le Gouvernement a décrit le Projet de loi S-10 comme une mesure pour s'attaquer sérieusement aux crimes liés à la drogue afin d'assurer l'ordre et la sécurité dans les quartiers et communautés. Cependant, le ministère de la Justice a conclu dans une étude menée en 2002 que l'imposition de peines minimales obligatoires pour des infractions liées à la drogue a peu d'influence sur la criminalité. De plus, l'expérience états-unienne des peines minimales obligatoires au cours des vingt dernières années s'est avérée désastreuse et n'a contribué en rien à « résoudre » le problème de l'usage de drogue, ayant plutôt causé d'irrémediables dommages à des individus (y compris ceux qui ont une dépendance), à des familles et à des communautés, et exacerbé les méfaits de santé publique associés à l'usage problématique de drogue.

Le Projet de loi S-10 représente une intensification du châtement et des peines d'emprisonnement, en réponse aux infractions liées à la drogue — une approche qui n'a toujours pas démontré de bienfaits substantiels et soutenus. En particulier :

Les peines minimales obligatoires sont inefficaces

Les faits et chiffres démontrent que les peines minimales obligatoires ne sont pas efficaces car leur imposition contre les personnes déclarées coupables d'infractions liées à la drogue ne réduit pas les problèmes associés à l'usage de drogue. Un examen des données, en 2002, a conduit Justice Canada à conclure que « c'est à l'égard des infractions liées à la drogue que les peines minimales obligatoires sévères semblent le moins efficaces » et que ces peines « ne semblent influencer d'aucune façon mesurable sur la consommation de stupéfiants et la criminalité liée à la drogue ».

Les peines minimales obligatoires nuisent aux personnes qui ont une dépendance, et non aux grands trafiquants

Le Projet de loi S-10 accablera surtout les personnes qui ont une dépendance à la drogue et qui sont impliquées dans la revente à petite échelle, dans la rue, pour assouvir leur besoin de drogue. Des études ont démontré que, parmi les personnes les plus vulnérables de la rue, qui font usage de drogue, plusieurs sont impliquées dans des tâches de bas échelon comme transporter de la drogue et diriger des clients vers des vendeurs. Les individus qui profitent le plus du commerce de drogue se tiennent généralement à distance des activités plus visibles de ce commerce, et sont rarement capturés par les efforts d'application de la loi. La plus lourde part des peines minimales obligatoires retomberait sur les personnes qui ont une dépendance, et non sur le milieu du crime organisé et les chefs de gangs.

Les dispositions sur la détermination des peines risquent de s'appliquer à un grand nombre de jeunes et d'étudiants parce qu'ils font l'expérience de la drogue ainsi qu'à des femmes qui dépendent d'un conjoint impliqué dans le milieu de la drogue. Déjà, au Canada, une importante proportion de femmes incarcérées le sont pour des infractions liées à l'usage de drogue — et plusieurs sont mères d'enfants d'âge mineur. Puisque ces mères incarcérées sont souvent monoparentales, il pourrait n'y avoir personne pour s'occuper de leurs enfants après leur arrestation, ce qui pourrait créer d'innombrables orphelins. Par conséquent, l'incarcération a comme coût social de perturber des familles et des enfants. En ratissant si large qu'il englobe un nombre considérable d'infractions non violentes ou qui pourraient être mieux gérées dans la communauté, le Projet de loi S-10 ne protégera pas nos communautés contre les gangs et le crime organisé; il aura plutôt pour effet de jeter derrière les barreaux des personnes parmi les plus vulnérables de la société, des jeunes qui auraient autrement un avenir brillant et d'autres individus qui n'ont rien à voir avec des infractions à caractère violent ou pour trafic de drogue fortement lucratif.

L'incarcération ne réduit pas les activités de rue liées à la drogue, la violence ou les délits mineurs

Aucune preuve empirique ni exemple d'un autre ressort ne permet de croire que l'emprisonnement accru, notamment pour des infractions liées à la drogue, réduira le taux de criminalité. Au contraire, des pratiques d'application de la loi visant à perturber le commerce de drogue pourraient avoir pour effet involontaire d'intensifier la violence dans ce milieu.

L'incarcération n'aide pas à vaincre la dépendance à la drogue

Le fait d'incarcérer des personnes qui font usage de drogue ne contribue pas à leur fournir l'aide dont elles ont besoin pour répondre aux problèmes qui contribuent à un usage préjudiciable de drogue. Par exemple, des recherches ont permis de constater que, sans traitement, la plupart des personnes dépendantes de l'héroïne et qui sont incarcérées recommenceront à en consommer après leur libération. Qui plus est, après une peine d'incarcération les chances d'emploi sont limitées et les problèmes comme le logement inadéquat et les expériences de violence et d'abus persistent.

L'emprisonnement accru de personnes qui font usage de drogue nuit à la santé publique

Le fait d'incarcérer un plus grand nombre de personnes pour des infractions liées à la drogue, y compris des personnes qui ont une dépendance, serait préjudiciable à la santé publique. Nombre d'études, au Canada et dans d'autres pays, démontrent la présence de taux beaucoup plus élevés d'infection à VIH et d'hépatite C parmi les détenus. Le Projet de loi S-10 entraînerait l'incarcération d'un plus grand nombre de personnes vulnérables au VIH et à l'hépatite C, alors que la consommation de drogue se poursuit en prison mais en présence de risques plus élevés de transmission de telles infections hématogènes en raison de l'inaccessibilité de seringues stériles. Ceci fait en sorte que les prisons sont moins sécuritaires, non seulement pour les détenus mais aussi pour le personnel carcéral. De plus, la santé des détenus a des répercussions plus larges sur la santé publique, car la plupart d'entre eux finissent par réintégrer leurs familles et communautés. Pour des raisons de santé publique, nous devrions viser à ce que les personnes qui font usage de drogue ne soient pas incarcérées, plutôt que d'imposer des peines obligatoires.

Les peines minimales sont un gaspillage de ressources publiques et sont injustes

Les « circonstances aggravantes » prévues dans le Projet de loi S-10, donnant lieu à une peine minimale obligatoire, ratissent si large qu'elles englobent un nombre considérable d'infractions non violentes. Or les coûts sociaux, fiscaux et sanitaires résultant de l'incarcération sont beaucoup trop élevés pour qu'une telle peine soit imposée automatiquement en présence d'une circonstance aggravante comme celle d'avoir été dans tout « lieu public normalement fréquenté par des jeunes ou près d'un tel lieu », ou d'avoir été reconnu coupable d'une infraction désignée au cours des dix dernières années — en l'essence, un cas de « après deux erreurs vos chances sont écoulées ». Les juges ont besoin d'une marge de manœuvre afin d'adapter les peines au cas particulier de chaque personne inculpée et de l'infraction en cause. Si les juges ont les mains liées, il est certain que des peines inappropriées et indûment sévères seront prononcées.

Par ailleurs, comme l'a signalé M. Kevin Page, directeur parlementaire du budget, une avalanche de projets de loi sur la criminalité se traduira éventuellement par des coûts significatifs pour les contribuables. Le Projet de loi C-25, visant à limiter le crédit accordé pour le temps passé en détention provisoire, coûtera à lui seul entre 7 et 10 milliards \$ au cours des cinq prochaines années, en plus de gonfler la population carcérale dans des établissements déjà surpeuplés. Les coûts financiers de lois criminelles inefficaces sont déjà troublants en soi, mais il faut y ajouter les coûts sociaux dévastateurs de l'incarcération sur les familles canadiennes de même que les coûts indirects d'un système de protection de l'enfance débordé et sous-financé.

Compte tenu des preuves à l'effet que les peines minimales obligatoires ont peu d'effet en termes de réduction de la criminalité mais qu'en revanche elles ont des coûts considérables sur le plan financier, humain et social tout en étant néfastes pour la santé publique, le Projet de loi S-10 constituerait une avenue inefficace et contre-productive, un gaspillage de fonds publics que l'on aurait avantage à investir plutôt

dans des programmes fondés sur des preuves, en matière de prévention, de traitement et de réduction des méfaits.

Au lieu d'accroître la criminalisation et la marginalisation, les politiques gouvernementales devraient appuyer les communautés et les travailleurs de première ligne dans la réponse aux problèmes de santé publique que sont la dépendance à la drogue et ses méfaits connexes. Nous vous exhortons par conséquent à rediriger l'attention et les efforts vers des approches dont l'efficacité pour répondre à l'usage de drogue et aux crimes liés à la drogue a été démontrée par des preuves scientifiques, au Canada — des approches qui fonctionnent pour les personnes qui font usage de drogue, et pour nos communautés de manière plus générale.

Organismes

1. The Canadian Harm Reduction Network
2. Empowerment Council
3. Harm Reduction Joint Action Team
4. PEERS Victoria
5. End Prohibition
6. Canadian Students for Sensible Drug Policy (CSSDP)
7. Canadian AIDS Treatment Information Exchange / Réseau canadien d'info-traitements sida
8. AIDS Saint John
9. AIDS Thunder Bay
10. Breakaway Addiction Services
11. Peel HIV/AIDS Network
12. Positive Women's Network
13. Many Rivers
14. Toronto Police Accountability Coalition
15. The Health Officers Council of BC
16. Queer Ontario
17. Harm Reduction Victoria
18. Interagency Coalition on AIDS and Development / Coalition interagence sida et développement
19. Family Service Toronto
20. Frontline Partners with Youth (FPYN)
21. Parkdale Community Health Centre
22. Canadian Treatment Action Council / Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
23. Canadian AIDS Society / Société canadienne du sida
24. BC Persons with AIDS Society
25. Sandy Hill Community Health Centre
26. Housing Homelessness Services
27. National Specialty Society for Community Medicine (NSSCM)
28. l'Association des médecins spécialistes en sante communautaire du Québec
29. Inner City Health Associates
30. Support & Housing - Halton
31. AIDS Committee of Toronto (ACT)
32. National Alliance for Medication Assisted Recovery
33. Elizabeth Fry Society of Saskatchewan
34. Prisoners' HIV/AIDS Support Action Network
35. Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida
36. Caerleon Group
37. National African Integration and Families Association
38. Notre Dame of St. Agatha Inc.
39. Canadian Drug Policy Consortium
40. Canadian HIV/AIDS Legal Network / Réseau juridique canadien VIH/sida

Individuals

1. Graham Stewart
2. Claire Corriveau
3. Glenn Betteridge
4. Walter Cavalieri, The Canadian Harm Reduction Network
5. Susan Little
6. Jeff Reinhart
7. Smadar Carmon
8. Margaret Childs
9. Brandon Williams, Below the Surface Coaching
10. Desmond Cohen
11. Merryl Bear, Director, National Eating Disorder Information Centre
12. Mark Wilson, Manager of Counselling and Support Services, WoodGreen Community Services
13. Ruta Jazokas
14. Elizabeth Hay, Research Coordinator, Health and Housing in Transition (HHiT)
15. Max Rowsell, Harm Reduction Worker, Youth Services Bureau
16. Bruce Alexander
17. Stephanie Venneri, Addiction Counsellor, Breakaway Addiction Services- Satellite Opiate Treatment
18. Bernard Bertrand
19. Doug Surtees
20. Mike Baranik
21. Dulce Feder
22. Catherine Carney White, Executive Director, Herizon House
23. Andree Perreault
24. Daryn Bond
25. Connie Koch, Addictions Counsellor, Alberta Health Services- Addictions
26. David C Marsh, Associate Dean, Northern Ontario School of Medicine
27. Doris Marshall, Executive Director, Lanark County Community Justice Program
28. Vincent Simon, Executive Director, Ka-Na-Chi-Hih Solvent Abuse Treatment Centre
29. Ginetta Salvalaggio
30. Barbara Ncho, Outreach Worker, AIDS Committee of Durham Region
31. Devon MacFarlane
32. Connor McCollum
33. Jean-Sebastien Fallu, Assistant Professor, École de psycho-éducation, Université de Montréal
34. Bruce Tanaka
35. Aki Tanaka
36. Rei Tanaka
37. Carol Francey, Staff, BC Provincial Government Alcohol and Drug Services
38. Lesley Brathwaite, Program Coordinator, Abbotsford Addictions Centre
39. Jose Sousa
40. Kylie Somerville, Outreach Counsellor, Breakaway Addiction Services
41. Gary Bloch, Family Physician/Assistant Professor, St. Michael's Hospital, University of Toronto
42. Michael Fitch, member, Canadian Harm Reduction
43. Angela Neufeld, Counsellor, Student Services/ Yukon College
44. Ernie Lacasse
45. Abdul Hai Patel
46. Sarah Levitt
47. Isaac Sobol, Chief Medical Officer of Health, Government of Nunavut
48. Lisa Schmidt Winsor, Director, Organizational Development
49. Emily Dragoman
50. Ingrid Wirsig
51. Lisa Berger, AMOH, Communicable Disease Control, Toronto Public Health

52. Anna Willats, Faculty, George Brown College
53. Liz Pounsett
54. R.A Milne
55. Cheryl Bate
56. Paul Kohn
57. Karen Fong
58. Ken Monteith, Executive Director, COCQ-SIDA
59. Jennifer Floyd, Social Worker
60. Gayle Rutherford, Assistant Professor, Faculty of Nursing, University of Calgary
61. Leo Murphy, Assistant Professor of Psychiatry, University of Toronto
62. Jane Thurley
63. Lauren St. Louis
64. Nicole Seguin, National Director, End Prohibition
65. Lawrence Demoskoff
66. Dan Reist, Centre for Addictions Research of BC, University of Victoria
67. Kimberly Sharpe
68. Gillian Kolla, PhD student, University of Toronto
69. Ray Morris
70. Janet Pal
71. James Leslie, member, L.E.A.P.
72. Rhonwen Derbez
73. Naomi Nurgitz, Mindfulness Based Stress Reduction Workshops
74. Theresa Campbell, caseworker, East Toronto Employment & Social Services City of Toronto
75. William Johnston
76. Beth Bromberg, Barrister and Solicitor
77. Simon Owen, Criminal Lawyer, Bird & Thatcher
78. Andrew Griffin
79. Louise Thompson, Public Health Nurse, Sexual Health/Needle Exchange Program
80. Corbin Cawkell
81. Nancy Thurston, Harm Reduction
82. Lynn Burnett, Ottawa Inner City Health Inc
83. Martin Zack, Scientist, Centre for Addiction and Mental Health
84. John Caffery, Project Coordinator, Centre for Social Innovation
85. Susan Boyd, Professor, University of Victoria
86. Darryl MacNeil, Counselling Psychology, Sister Margaret Smith Centre
87. Laura Levin, Harm Reduction Specialist, Woodgreen Community Services
88. Chris Keefer, MedPortal
89. Marco Gomes, Research Study coordinator, PWA Toronto
90. Angus MacIntyre
91. Courtney Gardner, Student, Carleton University
92. Violette Pedneault
93. Sarah Prowse
94. Kathy Morgan, Homeless Outreach, Centretown Community Health Centre
95. Suzanne Coulson, Simcoe Muskoka District Health Unit
96. Glenn Sandberg
97. Kristin Vanderwiel, HR Assistant, Kingston Community Health Centre
98. Natalie Davis
99. Michael Connidis
100. Adele Monaco
101. Michelle Kushniruk, Research Coordinator, Department of Sociology, University of Saskatchewan
102. Jennifer Osborne
103. Mikael Jansson, University of Victoria
104. Cameron Ballard
105. Nikki Gravelle
106. Judith Malik
107. Deb Kinder, Women & HIV/AIDS Community Development Coordinator, HIV/AIDS Regional Services
108. Edward Kruk, Associate Professor, University of British Columbia

109. Angela Morley
110. Pat Keating
111. Eloha Bouchard, MotherHouse Entertainment
112. Jami Watkin
113. Gary Roche, Community Support Worker, AIDS Committee of Guelph and Wellington County
114. Hope McIntyre, Artistic Director, Sarasvati Production
115. Darlene James, AHS Addiction & Mental Health
116. Alison Cumbaa, Parkdale Community Legal Services
117. Kalev Anniko, Law Student Case Worker, Parkdale Community Legal Services
118. Mary Veltri
119. Susan Haines
120. Gwen Smith
121. Kelly Burgess, Sex trade Outreach Worker, Agincourt Community Services Association
122. Louise McKissick
123. Darcy Marin
124. Genevieve Joss
125. Scott Simpson
126. H. John Kalina
127. Stephanie Claivaz-Loranger, Lawyer, COCQ-SIDA
128. Aaron Kucharczuk, Law Student Case Worker, Parkdale Community Legal Services
129. Melanie MacKenzie, Community Legal Worker, Kinna-aweya Legal Clinic
130. Dilia Santos-Maloney, General Counsellor, COSTI Reception Centre
131. Ross Sutherland
132. Thomas Phone
133. Rebecca Cunningham Andre, Downtown Community Health Clinic
134. Elizabeth McCarville, Program Coordinator, AIDS Coalition of Nova Scotia
135. Jenny Katz, Network Coordination, Centre for Social Innovation
136. Donald MacPherson, Co-Founder, Canadian Drug Policy Consortium
137. Shaun Hopkins
138. Tori Allen
139. Farzana Doctor, Psychotherapist and Consultant
140. Sara Brown, Admissions Coordinator, Sunshine Coast Health Centre
141. Bo Yih Thom, Counsellor, Harm Reduction Outreach Team (Breakaway)
142. Douglas Guest
143. Naomi Berlyne
144. Amy Steele
145. Barry Beaupre
146. Carol Polych
147. Donald B. Ross
148. Pat Montague
149. Adam Newman
150. Anne-Marie DiCenzo, Executive Director, PASAN
151. Don Grant, Substance Abuse Representative, CAW AGS Automotive
152. Tara Johnston, Public Health Nurse, Sexual Health Team/ Perth District Health Unit
153. Shauna Derksen
154. Pierre Claude Nolin, Senator, The Senate of Canada
155. Kelly Sexsmith, Counsellor/ Methadone Case Manager, Street Health Centre, Kingston Community Health Centres
156. Dionne A. Falconer
157. Morgen Patterson, Student-at-law, Parkdale Community Legal Services
158. Jocelyne Thiffault, Médecin Conseil, Agence de Santé et de Services sociaux de Laval
159. Justine Barone, Newcomer Liaison Counsellor and Outreach Counsellor, Elizabeth Fry Toronto

160. Natasha Beaudin
 161. Adam Wookey
 162. Brian Childs
 163. Dan Rheault
 164. Yvan Fortin, Coordination,
 Liaisons avec les communautés-
 prévention
 165. Shane Patey
 166. Nicole April
 167. David Reycraft, Director, Housing
 Homelessness Services
 168. Anabel Khoo
 169. Ethel Whitty, Director, Carnegie
 Community Centre
 170. Giselle Dias
 171. John Smith, Executive Director,
 Support & Housing - Halton
 172. Sarah Kobayashi, Social Work
 Clinician, Oak Tree Clinic
 173. Marko Ivancevic, Oshawa
 Compassion Society
 174. Lynne Kropman
 175. Judith Chopra
 176. Henry Wai
 177. Caroleen Wright, Executive
 Director, Elizabeth Fry Society of
 Saskatchewan
 178. Michelle Kushniruk, Department of
 Sociology, University of
 Saskatchewan
 179. Ken Monteith, Directeur général,
 COCQ-SIDA
 180. Tracy Campbell, Human Resources
 Consultant, Caerleon Group
 181. Matthew Harmer, Registered Nurse
 182. Richard Sullivan, UBC
 183. Nathan Okonta, Program Director,
 National African Integration and
 Families Association
 184. Rebecca Penn, Dalla Lana School
 of Public Health
 185. Stephanie Hendrickson, MSW
 graduate student, Lakehead University
 186. Clemon George, Assistant
 Professor, University of Ontario
 Institute of Technology
 187. Solomon Husain-Zuberi, Special
 Projects Coordinator, Talking
 Intersections/Building Connection,
 Qmunity: BC's Queer Resource Centre
 188. Ester Orozco, Union
 Representative, CUPW
 189. Gary Newman, Director, CTI-
 Breaking the Cycle
 190. Peter Williams, Education/
 Prevention Coordinator, PARN, Your
 Community AIDS Resource Network
 191. Carolyn Showler, Registered Nurse,
 Cool Aid Community Health Center
 192. Constance Koch
 193. Omer Vandevyvere, Program
 Coordinator, Addiction Services of
 Thames Valley
 194. Tamara Elliott, Early Years Social
 Worker, Parents for Better Beginnings/
 Regent Park Community Health
 Centre
 195. Judith Chopra, President and Chair,
 Board of Directors, Notre Dame of St.
 Agatha Inc.
 196. Irina Sytcheva, Policy and
 Advocacy Coordinator, Schizophrenia
 Society of Ontario
 197. Darlene James, Program
 Consultant, Alberta Health Services/
 Addiction and Mental Health
 198. Dan O'Brien
 199. Patricia Allard, Deputy Director /
 directrice adjointe, Canadian
 HIV/AIDS Legal Network / Réseau
 juridique canadien VIH/sida
 200. Richard Elliott, Executive Director
 / directeur général, Canadian
 HIV/AIDS Legal Network / Réseau
 juridique canadien VIH/sida

cc:

L'Honorable Leona Aglukkaq, Ministre de la Santé du Canada

L'Honorable Kevin Falcon, Ministre de la Santé — Colombie Britannique
L'Honorable Don McMorris, Ministre de la Santé — Saskatchewan
L'Honorable Theresa Oswald, Ministre de la Santé — Manitoba
L'Honorable Mary Schryer, Ministre de la Santé — Nouveau-Brunswick
L'Honorable Gene Zwozdesky, Ministre de la Santé et bien être — Alberta
L'Honorable Jerome Kennedy, Ministre de la Santé et travail d'intérêt public — Terre-Neuve-et-Labrador
L'Honorable Carolyn Bertram, Ministre de la Santé et Services sociaux — Île-du-Prince-Édouard
L'Honorable Tagak Curley, Ministre de la Santé et Services sociaux — Nunavut
L'Honorable Maureen MacDonald, Ministre de la Promotion et de la Protection de la santé — Nouvelle-Écosse
L'Honorable Deb Matthews, Ministre de la Santé et soin à long terme — Ontario
L'Honorable Sandy Lee, Ministre de la Santé et Services sociaux — Territoires du Nord-Ouest
L'Honorable Glenn Hart, Ministre de la Santé et Services sociaux — Yukon
Monsieur Yves Bolduc, Ministre de la Santé et Services sociaux — Québec
L'Honorable Robert Douglas Nicholson, Ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'Honorable Alison Redford, Ministre de la Justice et Procureur Général — Alberta
L'Honorable Michael de Jong, Procureur Général — Colombie Britannique
L'Honorable Andrew Swan, Ministre de la Justice et Procureur Général — Manitoba
L'Honorable Kelly Lamrock Q.C., Ministre de la Justice et Procureur Général — Nouveau- Brunswick
L'Honorable Felix Collins, Ministre de la Justice et Procureur Général — Terre-Neuve-et-Labrador
L'Honorable Jackson Lafferty, Ministre de la Justice et Procureur Général — Territoires du Nord-Ouest
L'Honorable Ross Landry, Procureur Général — Nouvelle-Écosse
L'Honorable Keith Peterson, Ministre de la Justice — Nunavut
L'Honorable Chris Bentley, Procureur Général — Ontario
L'Honorable Doug Currie, Procureur Général — Île-du-Prince-Édouard
L'Honorable Jean-Marc Fournier, Procureur Général — Québec
L'Honorable Don Morgan Q.C., Ministre de la Justice et Procureur Général — Saskatchewan
L'Honorable Marian Horne, Ministre de la Justice — Yukon